Testaments angevins au XVIII^e siècle

Philippe Haudrère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/110>

DOI : 10.4000/abpo.110

ISBN : 978-2-7535-1514-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 105-119

ISBN : 978-2-7535-0941-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Philippe Haudrère, « Testaments angevins au XVIII^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-2 | 2009, mis en ligne le 30 juin 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/110> ; DOI : 10.4000/abpo.110

Testaments angevins au XVIII^e siècle

Philippe HAUDRÈRE

Professeur émérite d'histoire moderne,
université d'Angers

« Il a toujours été dans les destinées de cette région [l'Anjou et le Maine]
de servir sous une forme ou sous une autre de marche frontière¹. »

VIDAL DE LA BLACHE, Paul, *Tableau de la géographie de la France*

Au XVIII^e siècle, en Anjou, comme ailleurs dans le royaume, les prêtres de l'Église romaine insistent auprès des fidèles sur la préparation à la mort, afin, disent-ils, d'obtenir une décision favorable lors du jugement suivant immédiatement celle-ci. Ils mettent en œuvre un discours et une pratique pédagogique étudiée par François Lebrun². Celle-ci commence par le manuel couramment utilisé dans la province pour apprendre à lire aux enfants, *Les sept trompettes pour resveiller les pécheurs et pour les induire à faire pénitence*, édité pour la première fois en 1617 par un récollet de La Flèche, le père Charles Jouye, d'après l'œuvre d'un confrère italien, présentant de manière très réaliste les circonstances de la mort, et insistant sur la nécessité de s'y préparer : ainsi la quatrième « trompette », autrement dit chapitre, est-elle intitulée : « Du dommage que le péché apporte au pécheur à l'heure de la mort », et la sixième : « Des dommages que l'âme reçoit en enfer pour avoir péché, et de la plus grande peine que souffrent les âmes damnées³. » Elle se poursuit avec le *Catéchisme* préparé par l'évêque Henry Arnauld, publié en 1676, comportant entre autres cette question et cette réponse : « Quel doit être le plus grand soin d'un chrétien ? – C'est de se bien préparer à la mort⁴. » Pour les adultes, les prêtres donnent des conseils pratiques, à l'instar de ceux de Louis Marie Grignon de Montfort dans ses *Dispositions pour bien mourir* : Il faut, écrit-il, « 1. Penser tous les jours à la

1. VIDAL de LA BLACHE, Paul, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, 1908, p. 323.

2. LEBRUN, François, *Les Hommes et la mort en Anjou aux XVII^e et XVIII^e siècles. Essai de démographie et de psychologie historiques*, Paris, 1971, p. 416-458.

3. BnF, D 25 480, p. 90 et p. 244.

4. C'est le catéchisme dit « des trois Henry », avec mandement commun des évêques de La Rochelle, Luçon et Angers. Il est fréquemment réédité selon BnF, D 14.267 à 14.270.

Mort; 2. Bien vivre [c'est-à-dire éviter le péché]; 3. Faire de bonne heure son testament⁵. »

Le clergé est-il entendu? La fréquence plus ou moins grande des dispositions religieuses des testaments, ceux-là mêmes dont la rédaction est conseillée par Grignion de Montfort, permet d'en avoir une impression. Depuis la thèse pionnière de Michel Vovelle sur les attitudes devant la mort d'après les clauses des testaments en Provence au XVIII^e siècle, publiée en 1973⁶, suivie en 1978 de l'étude de Pierre Chaunu, *La Mort à Paris, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, les études sur les dispositions religieuses des testaments, en particulier sur les demandes de messes, se sont multipliées, donnant des indications de recherches et des éléments de comparaison⁷. Cependant la pratique testamentaire des Angevins demeure mal connue et 27 étudiants d'histoire de l'université d'Angers⁸ ont accepté de travailler sous ma direction au dépouillement de testaments du XVIII^e siècle, 9085 testaments au total, dont 152 olographes, 112 passés devant des ecclésiastiques, et les autres, soit 8821 devant un notaire⁹. Il est bien évident que sans l'aide très active de ces étudiants un tel travail de dépouillement n'aurait pu être mené et j'ai contracté envers chacun d'eux une dette de reconnaissance. L'objet du présent article est de présenter les résultats de cette recherche.

5. GRIGNION de MONTFORT, Louis-Marie, *Œuvres complètes*, Paris, 1966, p. 1775.

6. VOVELLE, Michel, *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e siècle : les attitudes devant la mort d'après les clauses des testaments*, Paris, 1973; réédition partielle avec étude sur vingt-cinq années d'historiographie, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1997.

7. Parmi les travaux récents portant sur la France de l'Ouest on peut citer : BOUYSSOU, Marc, *Réforme catholique et déchristianisation dans le sud du diocèse de Chartres : les testaments des ruraux du Blésois et Vendômois, XVI^e-XVII^e siècles*, Chartres, 1998; GOJJARD, Philippe, « Échec d'une sensibilité baroque. Les testaments rouennais au XVIII^e siècle », *Annales ESC*, 36^e année, n° 1, janvier-février 1981, p. 26-43; MATHURIN, Hélène, « Une approche de la piété testamentaire en Montmorillonnais au XVIII^e siècle », *Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest et des musées de Poitiers*, 5^e série, t. 2, 1^{er} trimestre 1998, p. 33-52.

8. Nils BLANCHARD (Saumur); Emmanuelle CATROUILLET (marchands d'Angers); Emmanuel CLAIS (Segré, Louvaines, Nyoiseau); Florence CLEDY (Châteauneuf-sur-Sarthe et Saint-Denis-d'Anjou); Anne COLIN (Durtal); Séverine DAGONEAU (Armaillé et Pouancé); Estelle DAUVERGNE (Allonnes et Brain-sur-Allonnes); Magali DEVIF (Cherré et Champigné); Sophie DUBOIS (Beaupréau); Nathalie DUC (Rochefort-sur-Loire); Amélie DUFFAY (Tiercé); Charline FERRÉ (Vernoil-le-Fourrier); Frédéric GRELARD (Candé, La Louroux-Béconnais, Angrie); Olivier GUIONNEAU (Ambillou, Tigné, Martigné-Briand, Chemillé); Jean-Luc ISAAC (Andard, Bauné, Brain-sur-l'Authion, Foudon, Le Plessis-Grammoire, Cornillé); Séverine LAMOUREUX (Mouliherne, Auverse, Noyant); Olivier LEBON (Saumur); Sonia Libeau (Bécon, St-Clément-de-la-Place, Grèz et Neuville, Le Lion-d'Angers, Vern); Pascale MARTIN (Saumur); Philomène MOCQUET (Chalonnnes-sur-Loire); Jean PAQUEREAU (Saumur); Camille PLANEIX (Beaufort-en-Vallée); Marjorie QUÉMERÉ (Longué); Olivier ROUL (Saint-Georges-sur-Loire); Gwénaél ROY (Brissac-Quincé); Frédéric SAURIGNY (paroisse de La Trinité d'Angers); Gaëlle SEYEUX (Les Ponts-de-Cé).

9. Les résultats chiffrés sont placés en annexe.

Une pratique répandue

En préalable à la recherche il a été nécessaire de régler deux difficultés de méthode. La première est celle de la source : fallait-il utiliser le contrôle des actes, comme l'a fait Michel Vovelle à Marseille, ou bien les minutes des notaires, comme Pierre Chaunu à Paris ? Les minutes notariales ont été retenues, car des sondages effectués dans les registres du contrôle des actes révèlent le faible nombre des actes enregistrés, ainsi à Vernail-le-Fourrier, bourg situé sur la rive droite de la Loire, près de Baugé, le notaire reçoit 125 testaments durant le XVIII^e siècle et 52 seulement de ceux-ci sont enregistrés¹⁰; ou encore à Chalonnes, sur la rive gauche de la Loire, dans la région des Mauges, le notaire reçoit 48 testaments durant les 39 années de son exercice, et il en fait enregistrer seulement 6¹¹. L'inconvénient de l'utilisation des minutes notariales est qu'elles ne permettent pas une étude chronologique de l'évolution de la pratique, car dans la plupart des études rurales les répertoires ne sont pas conservés et il y a des lacunes dans les collections.

La seconde difficulté est celle des conditions du sondage, pour lequel il a été nécessaire de faire des choix. Il fallait prévoir la place de la ville et celle de la campagne; pour Angers, ville de 30 000 habitants (alors que la province en compte 450 000), il a été dépouillé 855 testaments, dont 196 de nobles, 212 de marchands, et 447 dans la paroisse populaire de La Trinité, sur la rive droite de la Maine; pour Saumur, ville de 8 000 habitants, il a été procédé à l'étude de 1 370 actes. Il reste 6 860 testaments provenant de 44 paroisses rurales situées dans toutes les régions de la province, sauf celles situées à l'extrême nord (en particulier La Flèche et ses environs), rattachées actuellement aux départements de la Sarthe et de la Mayenne.

Il y a dans ces paroisses environ 58 000 habitants, soit près de 14 % de la population rurale de l'Anjou¹², et, avec 6 860 testaments, nous obtenons un taux de pratique approximatif de 12 %. La seule mesure précise est la comparaison du nombre des sépultures à celui des testaments, et elle a été conduite pour la paroisse du Louroux-Béconnais, située dans le Segréen, grâce aux dépouillements effectués par F. Lebrun; de 1700 à 1790, la moyenne est de 6 %, soit en divisant le nombre des décès par deux pour prendre en compte les seuls majeurs, environ 12 %¹³. C'est un pourcentage analogue au précédent et on peut donc considérer que le huitième des

10. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 39, l. 1 à 40, C 3488 et 3507.

11. *Idem*, 5 E 53 et C 1507.

12. LEBRUN, François *Les hommes et la mort en Anjou...* op. cit., appendice V, p. 511-535 et du même, *Paroisses et communes de France; dictionnaire d'histoire administrative et démographique. 49 Maine-et-Loire*, Paris, 1974.

13. Le relevé du nombre des sépultures est tiré de François Lebrun, *Les hommes et la mort en Anjou...*, op. cit., appendice IV, p. 509-510. Testaments dans Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 72, 1 à 48.

	Sép.	Test.			Sép.	Test.		Sép.	Test.	
1700/09	833	46	5,60 %	1730/39	659	37	1760/69	646	52	8 %
1710/19	730	24	3,30 %	1740/49	807	35	1770/79	699	53	7,50 %
1720/29	637	37	5,80 %	1750/59	540	49	1780/89	932	30	3,20 %

habitants des campagnes fait un testament. La pratique est plus importante dans les villes : d'après un sondage effectué par Frédéric Saurigny dans la paroisse de La Trinité d'Angers, il y a 363 testaments pour 1 250 décès de majeurs entre 1715 et 1724, soit un taux de 29 %, et 169 testaments pour 1 250 décès entre 1784 et 1793, soit 14 %. Il faut donc considérer qu'à peu près un sixième des habitants de la ville fait son testament ; c'est un pourcentage analogue à celui observé par les étudiants de Pierre Chaunu à Paris.

La pratique testamentaire est majoritairement féminine avec un taux de 58 %, stable au cours du XVIII^e siècle. C'est encore une fois un pourcentage voisin de celui de Paris, pays de droit coutumier comme l'Anjou, mais bien supérieur à celui de la Provence rurale, province de droit écrit, dans laquelle les hommes dominent. La proportion des femmes est supérieure à la moyenne générale dans les villes d'Angers et de Saumur, avec 63 %, ainsi que dans les régions rurales situées au sud de la Loire, Mauges (64 %) et Saumurois (61 %), tandis qu'elle est inférieure à cette moyenne au nord du fleuve, ainsi 52 % en Segréen.

Comme les autres actes notariés, les testaments permettent d'avoir une idée de l'étendue de l'instruction : 32 % d'entre eux portent une signature, dont 35 % de ceux qui sont passés par des hommes et 28 % par des femmes ; ces taux changent peu au cours du XVIII^e siècle. Ainsi que dans les autres provinces, la pratique de l'écriture est plus étendue dans les villes, ainsi 55 % des hommes et 48 % des femmes savent-ils signer, tant à Angers qu'à Saumur. Dans les régions situées au nord de la Loire, les taux de connaissance de l'écriture sont particulièrement faibles, ainsi dans le Segréen, 23 % pour les hommes et 17 % pour les femmes.

Les professions indiquées par les testateurs offrent un reflet assez fidèle des activités et de la hiérarchie sociale de la province. Dans les paroisses rurales, les paysans pauvres, journaliers et bêcheurs, sont les plus nombreux avec des taux de 40 à 60 % ; ils sont suivis par les artisans (20 à 23 %) et par les laboureurs et fermiers (10 à 14 %), puis par les marchands (9 à 10 %), et enfin les élites religieuses et civiles (2 %). Dans les Mauges les artisans dominent avec près de 34 %, dont 21 % de tisserands ; ici, les paysans pauvres viennent au second rang. Et dans les paroisses viticoles la part des vignerons est de 10 à 19 %. Enfin dans les villes d'Angers et de Saumur, la première place revient aux journaliers et aux domestiques (22 %), suivis par les compagnons (21 %), les marchands (13 %), les maîtres de métiers (11 %), puis les élites (6 %). Dans l'ensemble le pourcentage des groupes les plus fortunés diminue, tandis que celui des pauvres augmente ; la pratique testamentaire devient donc de plus en plus populaire.

Conformément à l'ordonnance, le notaire indique l'état de santé du testateur, soit : « [...] étant en bonne santé de corps, d'esprit, mémoire, jugement et entendement, aussi que par sa parole et gestes, il nous est apparu et aux témoins soussignés, étant même venu exprès à l'effet des présentes

en notre étude¹⁴ » ; soit : « [...] détenu gisant au lit malade et néanmoins par la grâce de Dieu sain d'esprit et d'entendement, ainsi qu'il nous est apparu et aux témoins soussignés¹⁵. » Sur l'ensemble du siècle il y a 54 % de malades et 56 % de bien portants, mais ce chiffre global ne tient pas compte de l'évolution chronologique, et il y a de profonds changements : entre 1700 et 1740, deux tiers des testateurs (65 à 70 %) sont malades ; de 1740 à 1760, c'est à peu près la moitié (50 à 60 %) ; de 1760 à 1780, autour de 40 %, et à la veille de la Révolution, moins de 30 %. On fait donc de plus en plus souvent son testament en bonne santé. Est-ce à dire que les Angevins suivent les indications de leurs prêtres et font « de bonne heure » leur testament ? En aucun cas, puisque ces testaments contiennent de moins en moins de dispositions religieuses.

Le déclin d'une dévotion

Il n'est pas possible dans les limites restreintes d'un article d'examiner la totalité du contenu d'actes très riches, aussi a-t-il été nécessaire de se restreindre à quelques critères.

Le premier est le choix de l'exécuteur testamentaire. Ici le testateur a trois possibilités. Soit il désigne un ecclésiastique : « Et pour exécuter le présent testament, le dit testateur a nommé, élu et choisi la personne de Vénérable et Discret Maître [...], prêtre curé de la dite paroisse [...] lequel il convie et requiert d'en prendre le fait et charge et de l'exécuter de points en points selon sa forme et teneur, à effet de quoi et jusques à dire convenance, il lui affecte et hypothèque tous et chacun ses biens meubles, effets et immeubles. » Soit il choisit un laïc, le plus souvent son conjoint : « Et pour exécuter et accomplir le présent testament, le dit testateur a nommé et élu la personne de [...] son épouse, laquelle il prie d'en vouloir bien prendre la charge et le soin et de lui rendre ce dernier témoignage de son amitié », ou bien à défaut, il désigne un parent ou un ami. Soit il ne désigne aucun testateur et utilise la formule : « Lequel testateur veut et entend être le tout ci-dessus exécuté de point en point, nonobstant toute coutume et ordonnance qui pourraient être à ce contraire, auxquelles il a pour cet effet dérogé. »

Sur l'ensemble du siècle, 85 % des testateurs choisissent un ou plusieurs exécuteurs (lorsqu'il y en a plusieurs, seul le premier a été retenu), dont 44 % un ecclésiastique et 41 % un laïc. La grande proportion des clercs est une forte manifestation de l'attachement à l'Église et à ses ministres, toutefois la proportion de ceux-ci s'inverse à partir de 1760 au profit des clercs (43 % de clercs ; 44 % de laïcs) et le recours aux ecclésiastiques ne cesse de diminuer ensuite, pour atteindre 34 % contre 22 % de laïcs à la veille de

14. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 86, 217. Testament de Mathurin Hamelin, cordonnier à Durtal, le 25 novembre 1779.

15. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 85, 180. Testament de François Ollivier, charpentier à Durtal, le 21 mars 1713.

la Révolution. Le pourcentage des testaments sans exécuteurs est stable durant tout le XVIII^e siècle, autour de 15 %.

Le second critère retenu est la « recommandation » de l'âme à Dieu. Au cours du XVIII^e siècle elle est mentionnée dans 78 % des testaments, mais une fois encore cette pratique décline avec un changement marqué dans les années 1760. On passe de 96 % des testaments dans la décennie 1700-1710, à 76 % en 1750-1760, puis 51 % en 1780-1790. En même temps la formule change. Dans le premier tiers du siècle la plupart des testateurs font écrire : « Il recommande son âme à Dieu le créateur » ; dans le second : « Il recommande son âme à Dieu le père », ou moins fréquemment « [...] à Dieu, son créateur » ; plus tard, la formule devient plus simple, et donc plus pauvre : « Il recommande son âme à Dieu », sans qualificatif.

Le troisième critère porte sur le choix des intercesseurs susceptibles d'intervenir en faveur du défunt lors du jugement. La Vierge est sollicitée en premier (66 % des testaments), cependant il se produit, une fois encore, un déclin de cette dévotion, de 91 % dans les années 1700-1710 à 36 % à la veille de la Révolution, et la principale rupture intervient à nouveau autour de 1760, avec 65 % de mentions dans la décennie 1750-1760, 56 % en 1760-1770, et 48 % en 1770-1780. Généralement les testateurs donnent un qualificatif à la Vierge ; durant le premier tiers du siècle, elle est souvent « glorieuse » (36 % des testaments mentionnant la Vierge) ; puis elle est « sainte » après 1730 (21 %) ; après 1760, elle devient « bienheureuse » (37 %). On trouve aussi : « la mère de Dieu » (3 %), ou plus simplement « la Vierge Marie » (3 %).

En second lieu, parmi les intercesseurs, viennent les fidèles défunts (58 % des testaments) et la formule généralement retenue est « [...] tous les saints et saintes du Paradis » (60 % des testaments avec mention des fidèles défunts), donc un rappel de la communion des saints. Plus rarement (29 %) il est fait appel à la « cour céleste ». L'affaiblissement de ce recours est plus rapide que celui de la Vierge, de 71 % entre 1700 et 1710, on arrive à 23 % de 1780 à 1790, et une fois encore le tournant décisif se situe entre 1750 et 1760 (75 % en 1730-1739 ; 65 % en 1740-1749 ; 56 % en 1750-1759 ; 49 % en 1760-1769).

Le Christ vient en troisième position (42 % des testaments) et le mouvement d'abandon, moins marqué que pour celui des précédents intercesseurs, se produit entre 1750 et 1760 (53 % en 1740-1749 ; 49 % en 1750-1759). Les testateurs ont le choix entre trois formules. La plus répandue (59 % des testaments faisant appel à l'intercession du Christ) est : « [...] par les mérites infinis de la mort et de la passion de Notre Seigneur Jésus-Christ », mention explicite de la place éminente du Christ dans le dispositif du salut rappelé fortement par le concile de Trente, et donc bon reflet de l'enseignement des prêtres. La formule : « Jésus-Christ, notre sauveur et rédempteur », moins riche que la précédente, vient en seconde position (26 %), et « Jésus-Christ (ou Notre Seigneur Jésus-Christ), fils (ou fils unique) de Dieu » en troisième (15 %). Cette dernière est surtout utilisée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Le saint patron arrive en dernière place (28 % des testaments) parmi les intercesseurs, et il paraît que cette dévotion est peu répandue en Anjou. On rencontre ici à nouveau la rupture des années 1750 à 1760 (33 % en 1740-1749; 30 % en 1750-1759; 22 % en 1760-1769).

Au total, il apparaît que moins de la moitié (48 %) des testateurs angevins font appel aux intercesseurs, et de plus il se produit un recul important au cours du XVIII^e siècle, de 60 % de demandes entre 1700 et 1710, on arrive à 25 % entre 1780 et 1789. Tous les dépouillements confirment l'importance de la rupture intervenue entre 1750 et 1760 (53 % en 1740-1749; 49 % en 1750-1759; 40 % en 1760-1769).

Le quatrième critère est l'évolution des demandes de messes. Ici, il faut distinguer entre les « services de funérailles » et les « messes pour le salut ». Les premiers sont demandés par 60 % des testateurs et comprennent, outre les messes d'enterrement proprement dites, des messes de huitaine ou « sepme » et des messes de l'anniversaire ou « bout de l'an ». En général, il s'agit à chaque fois de trois grandes messes chantées (94 % des testaments); parfois, il y en a davantage (3 %), et parfois encore il a une seule messe basse ou chantée, lorsqu'il s'agit de gens particulièrement pauvres. L'absence d'indications sur le nombre des services ne signifie nullement un refus des cérémonies d'enterrement, mais les testateurs se reposent de plus en plus fréquemment sur la « discrétion » de leur exécuteur testamentaire (52 % des testaments dans la décennie 1780 à 1789); ou bien ils y affectent une somme et ne précisent pas davantage; ou bien encore ils n'éprouvent pas le besoin de préciser un service d'enterrement qui est coutumier. C'est le cas de la plupart des nobles, alors que les manœuvriers et les filles majeures le mentionnent toujours expressément. Par ailleurs, la répartition entre les différents services est inégale : sur 5 400 testaments dans lesquels ceux-ci sont demandés, 72 % sollicitent des messes de sépulture, 70 % des messes de sepme, 40 % des messes de bout de l'an. Cette dernière dévotion est peu répandue dans le premier tiers du siècle; elle commence à prendre de l'importance à partir de 1740, et la demande ne cesse de croître jusqu'en 1780. Toutefois cette évolution ne contrarie pas une diminution générale de la demande de messes à partir des années 1760 (60 % des testaments dans les années 1760; 48 % dans les années 1780). Cependant il faut nuancer ce déclin, car la confiance placée dans l'exécuteur testamentaire augmente parallèlement.

Les « messes pour le salut » sont partagées entre trois dévotions : les « trentains », les « messes au détail » et les fondations temporaires ou perpétuelles. Ces dernières ayant déjà fait l'objet d'une étude par Jean de Viguerie, elles ne seront pas mentionnées ici ¹⁶. Le trentain, pratique très anciennement attestée dans l'Église romaine, consiste à faire dire chaque jour consécutivement, durant un mois, une messe pour la délivrance de

16. VIGUERIE, Jean de, « Les fondations et la foi du peuple chrétien. Les fondations de messes en Anjou aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Revue historique*, 1976, t. 256, n° 519, p. 289-320.

l'âme d'un défunt se trouvant au purgatoire. Il est demandé dans 41 % des testaments, et il s'agit en quasi-totalité de messes basses, toutefois quelques testateurs demandent que la première et la dernière célébration soient des messes chantées. Les trentains se répartissent sur une échelle de un à quatre, avec une moyenne générale de deux par testament, soit 60 messes, et quelques demandes exceptionnelles ; ainsi Joseph Lemarié de Lespinay, habitant d'Angers mort en 1769, en prescrit 90¹⁷. Ils sont généralement demandés aux religieux des ordres mendiants, capucins (22 %), récollets (21 %) ou cordeliers (10 %), selon la proximité de la résidence du testateur, et à défaut au clergé paroissial. L'apogée de cette dévotion se situe au milieu du XVIII^e siècle (50 % des testaments entre 1740 et 1750) ; elle décline ensuite, lentement d'abord, puis fortement à partir de 1770 (37 % dans la décennie 1770 à 1779 ; 27 % entre 1780 et 1789).

Les messes « au détail » (l'expression est empruntée à Michel Vovelle) sont demandées par 34 % des testateurs avec une moyenne de 69 messes par acte, et elles sont fréquemment ordonnées « incontinent après le décès ». Ce sont des messes « à basse voix » dites une fois encore en majorité par des religieux appartenant à des ordres mendiants. La demande est forte jusqu'en 1750, car elles se substituent aux messes de fondation, qui sont en diminution rapide, puis elle décline ensuite, lentement d'abord, puis rapidement après 1770.

L'addition de tous les services donne une moyenne de 54 messes par testament (hors les fondations temporaires et perpétuelles). C'est beaucoup en valeur, puisqu'une messe revient en moyenne à dix livres¹⁸, soit un coût global de 540 livres. La pratique est forte entre 1710 et 1740 avec une moyenne de 72 messes par testament ; puis il se produit un lent effritement de 1740 à 1770, avec une moyenne de 54 messes, et un déclin rapide entre 1770 et 1790 avec 32 messes.

Tous les critères réunis permettent de proposer une chronologie de la demande de testaments pieux en Anjou au XVIII^e siècle : le point culminant

17. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 4, 135.

18. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 1 G 6. *Tarif des droits ou honoraires [...] dans les Églises Paroissiales de la Ville & du Diocèse d'Angers [...] Sépultures des grands corps distingués en deux classes à la volonté des parents. Pour le droit curial, six liv. ; pour la procession, les prières qu'on fait en entrant dans l'Eglise & l'inhumation, pour l'assistance du curé, deux liv. ; celle du vicaire, une liv. ; celle de chaque Prêtre habitué, douze sols ; de chaque habitué Clerc, dix sols ; de chaque Enfant de chœur, cinq sols ; du Porte-croix, dix sols ; du Porte-bénitier, cinq sols [...]. Pour une Messe chantée. Pour le célébrant, une liv. ; pour l'assistance du Curé, quinze sols ; celle du Vicaire, huit sols ; celle de chaque habitué Prêtre, six sols ; celle de chaque habitué clerc, cinq sols ; de chaque enfant de chœur, trois sols [...]. Office des morts [...]. Assistance du Curé, trente sols ; au vicaire, quinze sols ; à chaque habitué prêtre, douze sols ; à chaque habitué Clerc, dix sols ; à chaque enfant de chœur, cinq sols [...]. Seconde classe où tout le clergé n'est appelé. Même ordre & même honoraire. La rétribution ne diminue que par le plus petit nombre des assistants. Pour le service qu'on appelle sepme, soit qu'on le fasse peu de jours après la sépulture, soit à la fin de l'année, les mêmes droits que pour la Messe chantée ci-dessus & l'office des Morts ; & les parents du défunt pourront appeler tout le Clergé ou une partie [...]. Donné à Angers le 18 avril 1764...*

se situe entre 1710 et 1740 ; la diminution commence en 1740 et il y a un lent mouvement de déclin jusqu'en 1760 ; ensuite il s'accélère, et la période 1780 à 1790 est véritablement une débâcle. Toutefois il faut nuancer ce tableau, d'abord parce que les testaments pieux ne disparaissent pas et il y a toujours une forte minorité de fidèles qui affirment clairement leur foi, ensuite parce qu'il y a de fortes disparités régionales.

De fortes disparités régionales

Pour mesurer celles-ci, la province a été divisée en six régions, avec chacune plus de mille testaments, soit du nord au sud, et d'est en ouest : 1. Le Bugeois (Allonnes, Auverse, Beaufort, Brain-sur-Allonnes, Longué, Mouliherne, Noyant, Vernil-le-Fourier)¹⁹ avec 1 540 testaments ; 2. Le Saumurois (Ambillou, Brissac, Martigné-Briant, Quincé, Saumur, Tigné)²⁰ avec 1 981 testaments ; 3. La région des vallées entre Mayenne et Loir (Champigné, Châteauneuf, Cherré, Durtal, Saint-Denis d'Anjou, Tiercé)²¹ avec 1 046 testaments ; 4. Angers et les environs (Andard, Bauné, Cornillé, Foudon, Le Plessis-Grammoire, Les Ponts-de-Cé, Saint-Georges-sur-Loire)²² avec 1 681 testaments ; 5. Le Segréen (Angrie, Armaillé, Bécon, Candé, Le Lion-d'Angers, Le Louroux-Béconnais, Louvaines, Neuville-et-Grez, Nyoiseau, Pouancé, Saint-Clément-de-la-Place, Segré, Vern)²³ avec 1 468 testaments ; 6. Les Mauges (Beaupréau, Chalonnes, Chemillé, Rochefort)²⁴ avec 1 479 testaments. Les limites des régions et la localisation géographique des paroisses étudiées sont reportées sur la carte jointe²⁵.

En reprenant les critères retenus précédemment, mais cette fois par région et non pour l'ensemble de la province, il apparaît que l'abandon des pratiques pieuses se produit plus tôt en Bugeois qu'ailleurs. Ainsi l'élection majoritaire des exécuteurs laïques au détriment des ecclésiastiques se fait-elle dès 1740 (47 % d'ecclésiastiques et 37 % de laïcs de 1730 à 1740 ; 29 % d'ecclésiastiques et 62 % de laïcs entre 1740 et 1750). Il en est de même pour les demandes d'intercession : la Vierge est sollicitée par 82 % des testateurs entre 1700 et 1730, par 58 % entre 1730 et 1760 ; les saints et saintes du Paradis par 66 %, puis 51 % aux mêmes périodes ; et l'appel aux autres intercesseurs diminue plus rapidement encore, ainsi le Christ est-il mentionné dans 71 % des testaments entre 1700 et 1710, 30 %

19. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 24, 39 à 119 ; 5 E 37, 222 ; 5 E 39, 1 à 40 ; 5 E 44, 1 à 20 ; 5 E 47, 1 à 73 ; 5 E 77, 1 à 93 ; 5 E 79, 1 à 239.

20. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 33, 15 à 297 ; 5 E 42, 60 à 80 ; 5 E 43, 5 à 435 ; 5 E 69, 37 à 669.

21. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 19, 103 à 233 ; 5 E 80, 5 à 293 ; 5 E 86, 1 à 668.

22. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 41, 1 à 5 ; 5 E 90, 608 à 629 ; 5 E 109, 1 à 171.

23. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 E 12, 12 à 102 ; 5 E 20, 121 à 172 ; 5 E 32, 1 à 74 ; 5 E 59, 1 à 27 ; 5 E 72, 1 à 89.

24. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 5 É 3, 3 à 71 ; 5 E 11, 63 à 102 ; 5 E 27, 11 à 31 ; 5 E 29, 138-139 ; 5 E 50, 3 à 10 ; 5 E 51, 1 à 78 ; 5 E 52, 34 à 100 ; 5 E 53, 9 à 76 ; 5 E 65, 9 à 37 ; 5 E 76, 1 à 13 ; 5 E 96, 1 à 179.

25. Localisation d'après l'*Atlas historique français*, 2. Anjou, Paris, 1973

de 1710 à 1720, 26 % de 1720 à 1730, et le saint patron, 42 % de 1700 à 1710, 43 % de 1710 à 1720, 38 % de 1720 à 1730, 12 % de 1730 à 1739. L'évolution est analogue pour la moyenne des demandes de messes par testament : 66 de 1710 à 1720, 41 de 1720 à 1730, 39 de 1730 à 1740, 38 de 1740 à 1750. Il faut cependant nuancer ces observations en notant que la recommandation de l'âme à Dieu demeure présente dans 96 à 98 % des testaments jusqu'aux années 1760, et les autres indices, tant les demandes d'intercession que celles de célébration de messes, sont à peu près stables entre 1750 et 1770, avant de décliner rapidement ensuite.

La région des Mauges offre un tableau bien différent de celui du Baugeois. Ici, les exécuteurs testamentaires ecclésiastiques sont toujours majoritaires et de beaucoup, ainsi dans la décennie 1750 à 1760, y a-t-il 72 % de clercs pour 20 % de laïcs. Certes les pourcentages d'ecclésiastiques diminuent à partir de 1760, mais l'évolution des laïcs est parallèle, si bien que c'est le nombre des testaments sans mention d'exécuteur qui augmente; ainsi de 1780 à 1790 trouve-t-on 29 % de testaments sans exécuteur, pour 32 % d'exécuteurs laïcs et 39 % de clercs. La recommandation de l'âme à Dieu (73 % pour l'ensemble du siècle) est moins fréquente que dans le Baugeois, mais son absence, en particulier dans des testaments de prêtres, tient peut-être au fait qu'il n'est pas nécessaire de mentionner une évidence. Le recours aux intercesseurs est peu différent en pourcentage du nombre des testaments de celui du Baugeois, mais les choix sont autres. La Vierge, très sollicitée de 1700 à 1720 (80 %) est moins implorée de 1720 à 1760 (60 %), puis à partir de cette date les demandes déclinent encore (48 % pour les trente dernières années); l'évolution est analogue pour le saint patron avec 60 % de 1700 à 1720, puis 41 % de 1720 à 1760, et 6 % ensuite. Elle est différente pour les autres intercesseurs : l'appel aux saints et saintes du Paradis, dans 60 % des testaments de 1700 à 1730, passe à 75 % de 1730 à 1760, avant de décliner à 33 % durant les trente dernières décennies; de même le Christ apparaît-il dans 24 % des testaments entre 1700 et 1730, 44 % de 1730 à 1760; 48 % ensuite. De plus 70 % des testateurs ayant choisi le Christ comme intercesseur (soit 37 % des testaments) retiennent la formule : « Les mérites de la mort et de la passion de Notre Seigneur Jésus-Christ », contre 61 % pour l'ensemble des autres régions de l'Anjou, et ceci tout au long du siècle. En effet, de 1700 à 1710, alors que 10 % des testateurs des Mauges choisissent le Christ comme intercesseur, 87 % de ceux-ci rappellent les « mérites infinis » (contre 24 % ailleurs); et de 1780 à 1790, 35 % recourent au Christ, et 70 % d'entre eux retiennent la même formule (contre 16 % ailleurs). Il s'agit donc bien d'une demande pieuse et réfléchie. En résumé, il y a donc un déclin relatif du culte de la Vierge et du saint patron, avec deux paliers, l'un vers 1720, l'autre vers 1760, et un développement de l'appel au Christ et aux saints et saintes du Paradis, fortement prononcé entre 1730 et 1760. L'évolution de la demande de messes confirme la permanence du testament pieux dans les Mauges : pour le XVIII^e siècle, le nombre moyen par testament est de 65, le plus élevé en Anjou; cependant, avec des nombres importants, l'évolution chrono-

gique n'est pas différente de celle des autres régions, car il y a 84 messes par testament en moyenne de 1700 à 1740, 51 de 1740 à 1760, 50 après 1760. C'est un déclin certes, mais beaucoup moins marqué qu'ailleurs, en particulier pour les messes « au détail ».

Les autres régions de l'Anjou se situent entre ces deux extrêmes. Les habitants des villes d'Angers et de Saumur ont un comportement voisin de ceux du Baugeois. À Saumur, les clercs exécuteurs testamentaires sont minoritaires au cours du siècle (37 %), en nombre très inférieur aux laïcs (53 %) et la rupture entre clercs et laïcs se produit autour de 1750 (dans la décennie de 1740 à 1750, il a 47 % de clercs et 37 % de laïcs; de 1750 à 1760, 40 % de clercs et autant de laïcs). La chronologie et les pourcentages sont analogues aux environs d'Angers et dans la ville même; toutefois, ici, l'abandon des clercs a pour conséquence l'absence d'exécuteurs testamentaires (dans la décennie de 1750 à 1760, il y a 35 % de clercs et 39 % de testaments sans exécuter, pour 26 % de laïcs). La « commendatio » est mentionnée par 78 % des habitants de Saumur et 74 % de ceux d'Angers, pourcentages inférieurs à ceux du Baugeois, mais supérieurs à ceux des Mauges. L'évolution du recours à la Vierge est analogue dans les deux villes (86 % des testaments entre 1700 et 1730; 65 % de 1730 à 1760; 41 % dans le dernier tiers du siècle), et il en est de même pour les saints et saintes du Paradis (73 % de 1700 à 1730; 64 % de 1730 à 1760; 48 % ensuite). La dévotion au Christ, peu répandue entre 1700 et 1730 (8 %), progresse de 1730 à 1760 (18 %), puis revient après à des pourcentages analogues à ceux du début du siècle. L'intercession du saint patron est rarement demandée, sauf entre 1730 et 1860 (18 %). L'évolution de la demande de messes suit la même chronologie : 60 en moyenne par testament entre 1700 et 1730; 44 de 1730 à 1760; 29 ensuite. Ce sont des étapes tout à fait semblables à celles du Baugeois.

Le comportement des testateurs du Segréen est différent de celui des Baugeois et des citadins d'Angers et de Saumur. Ici, jusqu'en 1770, les clercs sont majoritaires parmi les exécuteurs testamentaires (47 % de clercs et 40 % de laïcs en 1760-1769; 38 % de clercs et 49 % de laïcs en 1770-1779); la recommandation de l'âme à Dieu est moins fréquente que dans d'autres régions (60 %) et elle commence à décliner dès 1720 (51 %) mais elle est encore demandée dans la moitié des testaments à la veille de la Révolution. Le recours aux intercesseurs diminue dès les années 1720, en un premier palier, ainsi la Vierge (92 % en 1710-1719; 63 % en 1720-1729), les saints et saintes de Paradis (66 % en 1710-1719; 39 % en 1720-1729), le Christ (70 % en 1710-1719; 59 % en 1720-1729); puis un second palier vers 1760, tant pour la Vierge (49 % en 1750-1759; 37 % en 1760-1769) que pour les saints et saintes (20 % et 11 %) et le Christ (43 % et 24 %). De plus, alors que les fidèles sont encore 43 % à solliciter le Fils avant 1760, 21 % seulement d'entre eux choisissent « les mérites infinis ». La dévotion au saint patron, moins répandue (34 % pour l'ensemble du siècle) diminue aussi, mais les étapes sont moins perceptibles en raison de la médiocrité des taux. La moyenne des demandes

de messes est de 54 par testament, soit exactement celle de l'ensemble de l'Anjou.

Dans la région entre Mayenne et Loir, les exécuteurs testamentaires appartenant au clergé sont majoritaires (51 % contre 36 % pour les laïcs), cependant ils sont dépassés par les laïcs entre 1740 et 1760, avant de retrouver la prééminence (53 % pour les clercs et 33 % pour les laïcs de 1700 à 1740; 37 % pour les clercs et 51 % pour les laïcs de 1740 à 1760; 59 % pour les clercs et 29 % pour les laïcs de 1760 à 1790). Le pourcentage de recommandation de l'âme à Dieu demeure élevé tout au long du siècle (88 %). La dévotion à la Vierge est forte (75 %), cependant son intercession est moins demandée à partir de 1770 (73 % en 1760-1769; 55 % en 1770-1779); il en est de même pour le saint patron, dont l'intervention est demandée plus fréquemment que dans les autres régions de la province (44 %), mais dont l'importance décline après 1770 (37 % en 1760-1769; 28 % en 1770-1779). L'appel au Christ est peu fréquent (22 %) et il diminue dès 1720 (31 % en 1710-1719; 20 % en 1720-1729). La moyenne des demandes de messes par testament est de 59, avec de nombreux trentains (dans 48 % des testaments) et on retrouve les deux paliers, déjà observés, dans les années 1720 (81 messes en moyenne en 1710-1719; 67 en 1720-1729) et autour de 1770 (60 en 1760-1769; 43 en 1770-1779).

Le comportement des habitants des campagnes du Saumurois est proche de celui des fidèles des Mauges dont ils sont séparés par la vallée du Layon. Au cours du siècle les clercs sont davantage choisis comme exécuteurs testamentaires (44 % des testaments) que les laïcs (36 %); et la prééminence du clergé se maintient jusqu'en 1760 (45 % de clercs et 38 % de laïcs en 1750-59; 33 % de clercs et 55 % de laïcs en 1760-1769). Au même moment, la recommandation de l'âme à Dieu, jusqu'alors très massive (97 % des testaments de 1700 à 1760), diminue (96 % en 1750-1759; 72 % en 1760-1769). Et il en est de même pour les intercesseurs : le recours à la Vierge est fréquent (71 % des testaments), mais on passe de 83 % des testaments de 1750 à 1760, à 63 % de 1760 à 1770, puis 42 % de 1770 à 1780; l'évolution est semblable pour les saints et saintes du Paradis avec 81 % de 1750 à 1760 et 39 % de 1760 à 1770, ainsi que pour le Christ. La dévotion au saint patron, peu répandue entre 1700 et 1730 (5,5 %), a un certain succès entre 1730 et 1760 (30 %), puis elle décline dans le dernier tiers du siècle (9 %). La moyenne générale des demandes de messes par testament est de 61, supérieure à la moyenne de la province (54) et à celle de la région entre Mayenne et Loir (59), mais inférieure à celle des Mauges (65). Ici la rupture est brutale entre les années 1760 et 1770 : on passe de 75 messes en moyenne par testament durant la première période à 31 durant la seconde.

Il est donc possible d'établir une chronologie de l'abandon des gestes pieux. Ceux-ci disparaissent rapidement à partir de 1730 dans le Baugeois; au même moment ils commencent à diminuer, mais lentement, à Saumur et Angers ainsi que dans le Segréen. Une seconde rupture se produit dans les villes vers 1750, dix ans plus tard dans le Segréen. Le mouvement d'aban-

don gagne ensuite lentement la région entre Mayenne et Loir où il se fait clairement sentir vers 1770, puis le Saumurois, et enfin, plus faiblement, les Mauges.

Il est bien difficile d'expliquer ces différences régionales. Pour les Mauges, on pense à l'influence des Mulotins (quoique l'évêque Jacques de Grasse leur ait interdit de prêcher dans le diocèse d'Angers) et du pèlerinage de Saint-Laurent-sur-Sèvre, qui est proche; pour le Baugeois et Saumur, aux traces du protestantisme, celui-ci y ayant été assez répandu; pour les villes, le jansénisme est peut-être en cause car on y rencontre de nombreuses signatures d'appelants au concile général²⁶ après la promulgation de la bulle *Unigenitus*, sans doute en raison de la présence de communautés influentes de l'oratoire, et bien que la faculté de théologie d'Angers semble moins engagée dans le mouvement que celle de Paris.

•

Dans l'ensemble, les résultats de cette recherche sur la pratique testamentaire en Anjou sont peu différents de ceux obtenus précédemment à Paris, en Provence et ailleurs. La chronologie est analogue avec un sommet jusqu'en 1730, un lent déclin de 1730 à 1770, un abandon après 1770. Comme dans les autres études, la recommandation de l'âme à Dieu et l'intercession de la Vierge résistent longtemps, tandis que les mérites du Christ sont de moins en moins sollicités, ce qui est un grand changement! Après 1770 le discours chrétien n'est plus majoritaire dans la province, mais il demeure bien présent dans les vallées entre Mayenne et Loir, dans les campagnes du Saumurois, et surtout dans celles des Mauges. Cette constatation est à prendre en compte dans la recherche de la compréhension des événements révolutionnaires, si importants en Anjou.

26. DINET, Dominique et DINET-LECOMTE, Marie-Claude, « Les appelants contre la bulle *Unigenitus* d'après Gabriel Nicolas Nivelles », *Histoire, économie et société*, 1990, n° 3, p. 365-369.

	Angers et env.			dont Angers			Baugeois			Mauges			Mayenne et Loir			Segréen		
	H.	F.	T.	H.	F.	T.	H.	F.	T.	H.	F.	T.	H.	F.	T.	H.	F.	T.
1690/99																		
1700/09	24	49	73	13	38	51	12	29	41	6	21	27	72	98	170	9	11	20
1710/19	132	236	368	117	216	333	39	63	102	18	31	49	33	40	73	48	53	101
1720/29	60	78	138	31	49	80	80	82	162	49	79	128	43	51	94	59	56	115
1730/39	54	58	112	16	18	34	87	91	178	63	117	180	44	53	97	52	70	122
1740/49	27	48	75	16	28	44	60	98	158	78	144	222	45	81	126	67	78	145
1750/59	24	32	56	11	16	27	51	81	132	90	151	241	36	32	68	81	89	170
1760/69	33	45	78	13	15	28	86	117	203	85	129	214	33	41	74	87	101	188
1770/79	108	135	243	23	31	54	102	119	221	76	127	203	33	41	74	107	115	222
1780/89	231	307	538	76	128	204	141	167	308	60	109	169	71	110	181	141	130	271
Total	693	988	1681	316	539	855	677	863	1540	539	940	1479	449	597	1046	708	760	1468

	Saumurois			dont Saumur			TOTAL		
	H.	F.	T.	H.	F.	T.	H.	F.	T.
1690/99	36	20	56	14	25	39	135	179	314
1700/09	60	101	161	56	96	152	213	305	518
1710/19	33	75	108	33	75	108	303	498	801
1720/29	58	111	169	52	102	154	349	457	806
1730/39	84	123	207	56	72	128	384	512	896
1740/49	93	142	235	66	89	155	370	591	961
1750/59	93	121	214	60	80	140	375	396	771
1760/69	86	146	232	54	89	143	410	579	989
1770/79	111	151	262	67	89	156	537	688	1225
1780/89	147	190	337	84	112	196	791	1013	1804
Total	801	1180	1981	542	829	1371	3867	5218	9085

**Annexe – Nombre de testaments
recueillis par périodes décennales**

RÉSUMÉ

Dans la continuité des recherches entamées par M. Vovelle en Provence, poursuivies par P. Chaunu à Paris, puis par d'autres chercheurs dans plusieurs régions de France, il a été procédé à l'étude de plus de 9000 testaments pieux en Anjou au XVIII^e siècle. Un sixième des habitants des villes et un huitième de ceux des campagnes ont fait un tel acte. L'étude de quelques clauses, en particulier le choix de l'exécuteur testamentaire, celui de la « recommandation » de l'âme à Dieu et de l'appel à des intercesseurs, enfin la demande de messes *post mortem*, montre en général une apogée jusqu'en 1740, un déclin jusqu'en 1760, une diminution rapide ensuite. Il y a toutefois des disparités régionales : les clauses pieuses disparaissent rapidement dans les villes, en particulier à Saumur, ainsi que dans les campagnes du Baugeois ; elles se poursuivent dans les Mauges, en dépit d'une certaine diminution ; celle-ci est plus marquée encore dans les autres régions rurales de la province.

ABSTRACT

In the continuance of the searches begun by M. Vovelle in Provence, pursued by P. Chaunu in Paris, then by the other researchers in several regions of France, it was proceeded to the study of more than 9000 pious wills in Anjou in XVIIIth century. The sixth of the inhabitants of cities and the eighth of those of the campaigns made such an act. The study of some clauses, in particular the choice of the executor, that of the "recommendation" of soul to God and appeal to intercessors, asks for masses post mortem, shows generally one highlight until 1740, a decline until 1760, a fast decrease then. There are however regional disparities: the pious clauses disappear quickly in cities, in particular to Saumur, as well as in the campaigns of Baugeois; they continue in Mauges, in spite of a certain decrease; this one is marked more still in the other rural regions of the province.